

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/EEC/30

1^{er} août 2003

(03-4085)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: Communautés européennes Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Commission européenne Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Commission européenne, Point d'information OTC des CE Télécopie: +32 2 299 80 43; Courrier électronique: ec-tbt@cec.eu.int
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Toutes catégories de véhicules à moteur (à l'exception des voitures automobiles pour le transport de personnes) couvertes par la directive 70/156/CEE modifiée; systèmes de retenue, sièges et appuis-tête
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: a) COM (2003) 363 final, "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 77/541/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ceintures de sécurité et aux systèmes de retenue des véhicules à moteur" (18 pages, dans toutes les langues des CE) b) COM (2003) 361 final, "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 74/408/CEE du Conseil relative aux sièges, à leurs ancrages et aux appuis-tête des véhicules à moteur" (12 pages, dans toutes les langues des CE) c) COM (2003) 362 final, "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 76/115/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ancrages des ceintures de sécurité des véhicules à moteur" (11 pages, dans toutes les langues des CE)
6.	Teneur: La proposition relative à l'installation de ceintures de sécurité (COM(2003) 363 final) rendrait obligatoire l'installation de ceintures de sécurité dans tous les véhicules (l'installation de ceintures de sécurité dans les voitures particulières est obligatoire depuis 1998). Les nouveaux types de véhicules sont concernées dans un premier temps et les véhicules neufs appartenant à une catégorie existante seront concernés dans un deuxième temps.

	<p>Étant donné que les ceintures de sécurité des véhicules utilitaires sont généralement directement fixées au siège, l'objectif des deux autres propositions (l'une relative à la résistance des ancrages des ceintures de sécurité, l'autre relative à la résistance des sièges), est de modifier les directives 74/408/CEE et 76/115/CEE afin d'assurer la cohérence technique de l'ensemble du système.</p> <p>La proposition relative aux sièges (COM (2003) 361 final) imposerait également un système de réception communautaire pour tous les sièges et interdirait l'installation de sièges disposés latéralement.</p> <p>Il existe déjà un règlement CEE-ONU concernant la réception des systèmes de retenue, des sièges et des ancrages qui ne prescrit pas l'installation obligatoire de ceintures de sécurité et la réception des sièges pour tous les véhicules. Les Communautés européennes estiment que l'installation obligatoire de ceintures de sécurité dans tous les véhicules est essentielle pour atteindre l'objectif légitime de réduction du nombre des victimes d'accidents de la route.</p>
7.	<p>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les mesures proposées visent à accroître la sécurité des occupants des véhicules en cas d'accident. Elles s'inscrivent dans le cadre du programme européen d'action pour la sécurité routière qui vise à réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici à 2010, en rendant obligatoire l'installation de ceintures de sécurité dans tous les véhicules à moteur.</p>
8.	<p>Documents pertinents: COM (2003) 363 final, COM (2003) 362 final, COM (2003) 361 final. Ces propositions sont disponibles en anglais à l'adresse http://europa.eu.int/comm/enterprise/automotive.</p> <p>Publication au Journal officiel de l'Union européenne.</p>
9.	<p>Date projetée pour l'adoption:</p> <p>par le Parlement européen et le Conseil: Début 2004</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: 20 jours après publication au Journal officiel de l'Union européenne</p> <p>La directive entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2004 pour les nouvelles catégories de véhicules et le 1^{er} janvier 2006 pour tous les nouveaux véhicules.</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 60 jours à compter de la date de notification</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:</p> <p>Commission européenne, Point d'information OTC des CE Télécopie: +32 2 299 80 43; Courrier électronique: ec-tbt@cec.eu.int</p>